

La géographie sociale en mutation au Salvador



BILL FARRERSON

Angélica Rivas (à droite) en compagnie de Veronica Zalazar de la Direction municipale contre la violence faite aux femmes dans la municipalité de Suchitoto. Sur l'affiche est inscrit : « Ici, à Suchitoto, nous voulons une vie libre de violence envers les femmes. »

Le Salvador a la plus haute densité de volcans de tout le continent américain. À l'instar des plaques tectoniques qui façonnent ce petit pays, le mouvement féministe du Salvador a contribué à transformer la situation des femmes. Au cours des dernières années, l'équivalent d'un séisme a secoué la société salvadorienne et des mouvements sociaux profitent des nouvelles ouvertures politiques. Notre homologue, la *Colectiva Feminista para el Desarrollo Local* (le Collectif féministe pour le développement local) se retrouve à l'épicentre de ce phénomène.

Angélica Rivas se considérait déjà féministe quand le Front de libération national Farabundo Martí, un groupe de guérilleros devenu parti politique, a été porté au pouvoir en 2009 après

vingt ans de règne du parti conservateur ARENA. Son expérience en tant que coordonnatrice de *La Colectiva* lui a appris que les organisations de femmes du Salvador n'ont jamais hésité à descendre dans la rue de manière pacifique pour s'exprimer sur des sujets controversés. Angélica se souvient aussi qu'avant 2009, la réaction des autorités gouvernementales prenait plus souvent qu'autrement la forme de coups de matraque. Aujourd'hui, les forces policières sont toujours présentes lors des manifestations, tandis que désormais, elles accompagnent les personnes qui exercent leur droit de protester et assurent leur sécurité. Comme elle le dit elle-même, « le gouvernement a enfin compris que la répression n'apportera aucun changement constructif. »

D'autres indices d'ouverture ont accompagné de nouvelles possibilités de dialogue entre le gouvernement et la société civile, telles qu'une table ronde nationale sur les questions de sécurité. *La Colectiva* et d'autres organisations féministes y sont représentées par la coalition *Prudencia Ayala*, qui côtoie des délégués du secteur privé et des nombreuses églises du pays. Bien que les femmes soient lourdement sous-représentées dans ces discussions, Angélica croit que ces ouvertures ont permis l'adoption de programmes nationaux pour combattre la violence contre les femmes.

Alors que la répression étatique chute radicalement et que s'ouvrent des espaces de dialogue avec les autorités, la société civile salvadorienne fait de grands pas en matière de progrès social, notamment pour les femmes. Certaines questions sont encore particulièrement délicates dans ce pays plutôt conservateur sur

Alors que la répression par l'État chute radicalement et que s'ouvrent des espaces de dialogue avec les autorités, la société civile salvadorienne rattrape le retard en matière de progrès social, notamment pour les femmes.

le plan social, tel que le droit des femmes de disposer librement de leur corps. Mais *La Colectiva* et ses alliées seront à l'avant-garde des luttes pour réaliser ces changements, avec le soutien et la solidarité d'Inter Pares. ☺

Guinée-Bissau : un vent d'espoir

Au début 2015, Patricia Charest Mugwaneza, membre du personnel, a visité Tiniguena, un homologue d'Inter Pares. Elle raconte son expérience.

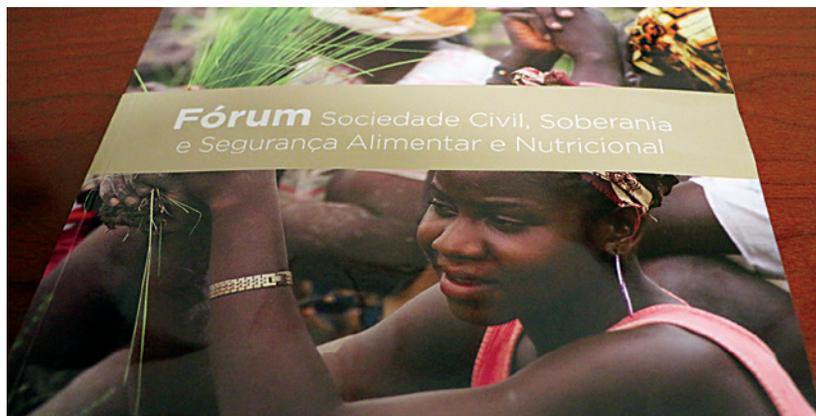
C'était ma première visite en Guinée-Bissau. Avant de m'y rendre, je savais que je serais renversée par la beauté de ce petit pays vert émeraude sur les rivages de l'Afrique de l'Ouest, et j'avais hâte de rencontrer Tiniguena, l'homologue d'Inter Pares qui se voue à la protection de la biodiversité unique du pays.

Mais je ne m'attendais pas à un tel vent de changement! Il se passait vraiment quelque chose de particulier dans ce pays. Après le dernier d'une série de coups d'État militaires et deux ans de transition démocratique, les élections de 2014 ont enfin mis au pouvoir un gouvernement légitime élu de manière démocratique désireux d'écouter le peuple et de créer un changement social.

Tout semble à nouveau possible et l'équipe de Tiniguena est portée par ce vent d'optimisme. Une illustration de ce virage est la récente conversion de la plus ancienne prison du pays, où plusieurs régimes autoritaires ont tour à tour emprisonné et torturé les dissidents, en la *Casa dos Direitos* (Maison des droits). L'édifice héberge aujourd'hui la Ligue de défense des droits de la personne, dont Tiniguena est un membre actif. La Maison des droits offre aux militantes et aux militants un lieu où écrire, publier, sensibiliser et faire campagne pour les droits de la personne en Guinée-Bissau.

À la fin 2013, Tiniguena a organisé un forum conjoint sur la souveraineté alimentaire qui a réuni 120 organismes. Des citoyens, des villageois, des représentants du gouvernement de transition et d'organismes non gouvernementaux de toute la Guinée-Bissau ont émis des recommandations concrètes en vue d'améliorer et de défendre le droit universel à une alimentation adéquate. Leur voix a été entendue : le gouvernement a par la suite formé un comité national – dont fait partie Tiniguena – qui

**Les élections de 2014
ont enfin mis au pouvoir
un gouvernement légitime élu de
manière démocratique désireux
d'écouter le peuple et de créer
un changement social.**



étudie maintenant les lois foncières afin de favoriser l'autosuffisance alimentaire en Guinée-Bissau.

Des organisations comme Tiniguena saisissent l'occasion politique de créer un changement profond et durable pour la justice en Guinée-Bissau. Mais ça ne s'est pas fait du jour au lendemain. Ce changement témoigne du courageux travail de mobilisation réalisé par Tiniguena lors des périodes de répression les plus sombres de l'histoire du pays. Pour moi, ce voyage fut une bouffée d'air frais, à l'heure où l'on étouffe la dissidence à tant d'endroits dans le monde, au prix de l'innovation sociale et du progrès. ☺

Photo du haut : le rapport du forum sur la souveraineté alimentaire présente trente-cinq recommandations pour améliorer la souveraineté alimentaire en Guinée-Bissau.

Photo du bas : la Casa dos Direitos offre un espace pour sensibiliser la population sur les droits de la personne en Guinée-Bissau.

Promouvoir les droits et libertés civiles

Suite de la page 1

qu'elles sont des attaques en règle contre les services publics et portent atteinte aux droits économiques et sociaux. Les organisations syndicales et communautaires qui s'opposent aux politiques gouvernementales risquent d'être ciblées par les mesures de contrôle et de surveillance prévues sous C-51 ainsi que par les mesures qui donnent les moyens aux forces policières de criminaliser la dissidence. »

C'est pourquoi la Ligue a lancé, ce printemps au Québec, une campagne d'opposition à C-51, de concert avec des organisations syndicales

Certaines manifestations sont davantage ciblées en raison du thème abordé, comme c'est le cas des manifestations anticapitalistes ou environnementalistes. Les personnes sont ciblées non pas pour ce qu'elles font mais pour leurs convictions politiques.

et communautaires, qui met de l'avant l'adhésion à une déclaration commune demandant le retrait de C-51. Aussi, la Ligue réalise un bilan sur le droit de manifester au Québec et propose de regrouper plusieurs organisations de la société civile pour réaffirmer ce droit qui, selon Nicole, « a été carrément discrédité et banalisé, plus particulièrement depuis les manifestations du printemps étudiant de 2012. »

Cette menace fédérale au droit à la dissidence qu'annonce C-51 s'ajoute aux pratiques déjà troublantes de « profilage politique » constatées par la Ligue : « Certaines manifestations sont davantage ciblées en raison du thème abordé, comme c'est le cas des manifestations anticapitalistes ou environnementalistes. Les personnes sont ciblées non pas pour ce qu'elles font mais pour leurs convictions politiques. » Aussi, les forces policières peuvent compter sur des règlements municipaux ou encore sur le Code de la sécurité routière pour mettre un terme de manière totalement arbitraire à ces manifestations. Entre autres, on oblige les organisateurs à soumettre leur itinéraire, ou on les empêche d'entraver la circulation routière.



LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS

Nicole Filion, coordonnatrice de la Ligue des droits et libertés.

Il y a eu cependant de petites victoires à cet égard, tel que l'abandon des procédures judiciaires intentées contre des manifestants en vertu de certains articles du règlement P-6 à Montréal, en février 2015. Mais la partie est loin d'être gagnée. La Ligue travaille aussi de pair avec la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles (CSILC), notre homologue à l'échelle canadienne. Avec l'appui d'Inter Pares, les deux organismes revendiquent un pays où manifester demeure un droit démocratique non négociable. 

EN LIGNE Pour lire une transcription abrégée de l'entrevue avec Nicole Filion et Roch Tassé (coordonnateur de la CSILC) : www.interpares.ca/dissidence

La promotion des droits de la personne vous tient à cœur? Devenez membre de la Ligue des droits et libertés : www.liguedesdroits.ca

INTER PARES

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario)
K1N 6P1 Canada
Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais)
Télé : 613-594-4704
info@interpares.ca • www.interpares.ca

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par le Ministère des Affaires étrangères, du commerce et du développement.

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267